

**Discours d'Audrey Azoulay,
Directrice générale de l'UNESCO,
à l'occasion de l'ouverture de la 220e session
du Conseil exécutif**

14 octobre 2024

Madame la Présidente de la Conférence générale,

Madame la Présidente du Conseil exécutif,

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

Mes premiers mots seront pour une personnalité exceptionnelle : Son Excellence Amadou-Mahtar M'Bow.

C'était un grand esprit, une mémoire toujours alerte, particulièrement lucide sur les défis de l'UNESCO, passés et actuels, comme j'ai pu le constater lorsque j'ai eu la chance de lui rendre visite dans les faubourgs de Dakar, à l'occasion de son centenaire.

Il prononçait son discours d'investiture ici-même, il y a exactement cinquante ans.

Je suis heureuse de vous annoncer que nous organiserons, avec le groupe Afrique, un événement spécial avant la fin de l'année qui sera dédié à sa mémoire, sa personnalité, mais aussi son héritage toujours présent dans notre maison.

Alors que la Guerre froide divisait le monde, risquant de le mener à sa destruction, il nous avertissait : « L'humanité est condamnée à vivre dans l'ère de la solidarité si elle ne veut pas connaître celle de la barbarie. »

« La solidarité ajoutait-il, c'est d'abord l'acceptation des différences ».

Ses paroles doivent résonner encore dans cette salle, contre tout renoncement, parce que c'est une leçon d'espoir.

Nous ne sommes plus en 1974 et de nouvelles préoccupations ont surgi, de la montée des violences au dérèglement climatique, de la résurgence des discours de haine aux effets de la fracture numérique.

Face à elles, l'UNESCO se tient toujours là, plus forte encore, unie je l'espère, engagée dans l'action avec ses 194 États membres et ses 12 membres associés.

Aujourd'hui, notre Conseil se réunit pour discuter des nouvelles orientations programmatiques pour la période 2026-2029.

Établies à partir des résultats d'une consultation large et inclusive, elles s'inscrivent dans la continuité de notre Programme et Budget actuel, tout en permettant de dessiner une feuille de route ambitieuse.

L'UNESCO doit assumer son mandat et se donner les moyens de le porter.

Je voudrais commencer par évoquer nos avancées et nos réussites concrètes sur de grands enjeux transversaux.

D'abord, notre priorité Afrique.

Nous y dédions des moyens inédits, comme cela se manifeste dans le programme et budget approuvé de l'UNESCO pour 2024-2025.

La part des crédits mobilisés pour l'Afrique y est portée à 27 % – soit une augmentation de 120 millions de dollars américains par rapport au biennium précédent.

Je veux vous dire ma fierté que ces crédits au total aient plus que triplé depuis 2018.

Je souhaite en particulier souligner que la Priorité Afrique est au cœur des fonds alloués par le Partenariat mondial pour l'éducation à l'UNESCO.

Là encore, je voudrais rappeler quelques chiffres. Passés de 39 millions en 2018, ces crédits ont été multipliés par 8, pour atteindre 305 millions aujourd'hui, 70% de ces fonds étant consacrés à 17 pays d'Afrique.

J'ai pu mesurer combien l'UNESCO pouvait faire la différence sur le terrain, par exemple au Cameroun le mois dernier, à l'occasion de la Journée internationale de l'alphabétisation, consacrée au multilinguisme.

Au cours de ma mission en Afrique du Sud, au printemps, j'avais aussi pu visiter une école unique en son genre associant apprentissage des élèves et formation des enseignants avec le multilinguisme pour socle de sa pédagogie.

Au Cameroun, j'ai pu annoncer avec les autorités que l'UNESCO accompagnerait un plan éducatif à grande échelle d'un montant de plus de 44 millions de dollars.

Grâce à ces moyens, nous soutenons la formation de plus de 15 000 enseignants et 13 000 directeurs d'école.

Ces réalisations sont d'autant plus encourageantes qu'elles font écho à d'autres engagements financés par nos États membres, comme la campagne d'éducation à la santé « Nos droits, nos vies, notre avenir ».

Ces réussites, parmi d'autres, doivent beaucoup à la qualité des équipes du Secrétariat, que je remercie pour leur engagement.

Elles doivent aussi beaucoup à la mobilisation de nos partenaires et j'appelle à la poursuite de nos efforts en ce sens.

Je veux remercier tous les États membres de bonne volonté, constructifs, qui soutiennent l'UNESCO.

Je veux aussi remercier nos partenaires pour le niveau total des contributions volontaires sur l'ensemble du mandat, porté à plus de 300 millions de dollars sur ces neuf premiers mois de l'année, soit une hausse de près de 20% par rapport au précédent biennium à la même date.

Ces chiffres sont extrêmement parlants et ce dynamisme bénéficie pour près de 40 % au continent africain.

Vos discussions sur le prochain Programme et budget de l'Organisation pour 2026-2029 permettront je l'espère de soutenir cette trajectoire remarquable.

Nous pourrions tirer tous les enseignements de l'audit de performance du Cadre budgétaire intégré de l'UNESCO, qui seront présentés lors de cette session du Conseil.

Ces enseignements convergent avec le rapport des auditeurs externes, qui tirent les mêmes leçons que l'audit interne et qui ont approuvé les comptes sans réserve.

Ils nous permettront de renforcer nos processus de contrôle et d'améliorer nos capacités d'exécution, en répondant à l'exigence d'intégrité, de transparence et de responsabilité qui viennent avec la mobilisation accrue de fond.

En parallèle de ces avancées, l'UNESCO contribue à bâtir un dialogue multilatéral renforcé et inclusif.

C'est dans cet esprit que notre Organisation a mené un travail de plaidoyer soutenu dans le cadre de l'Assemblée Générale des Nations Unies.

Le Pacte pour l'Avenir de septembre dernier reprend les combats de l'UNESCO sur l'accès universel à l'éducation, le renforcement de la formation des enseignants, le recours aux technologies numériques d'apprentissage, la coopération scientifique internationale ou encore la régulation des plateformes numériques.

Il affirme pour la première fois le choix de placer la culture au cœur des stratégies collectives de développement durable, à travers deux « actions » dédiées.

Ce choix marque une double reconnaissance, qui confirme la place de la culture comme bien public mondial.

Reconnaissance de l'apport essentiel de la culture dans la cohésion et la transformation de nos sociétés vers plus de bien-être des populations.

Reconnaissance de la nécessité pour les États d'investir pour mieux intégrer la culture dans leurs politiques économiques, sociales et environnementales.

C'est une avancée remarquable qui n'avait pas pu être obtenue lors de l'élaboration de l'Agenda 2030. Je remercie tous les États qui l'ont soutenue.

En outre, le Pacte numérique mondial donne plus de portée encore aux principes contenus dans notre Recommandation sur l'éthique de l'intelligence artificielle, ainsi qu'à nos Principes pour la gouvernance des plateformes numériques.

Notre Organisation s'est également affirmée comme partenaire privilégié du G20.

Au cours des huit derniers mois, nous avons contribué, grâce à la confiance du Brésil, au lancement d'initiatives importantes en appui à nos priorités, par exemple sur la lutte contre la désinformation – en particulier climatique – le développement éthique de l'intelligence artificielle ou encore le suivi des données relatives aux inégalités de genre.

La prochaine présidence Sud-africaine nous a également sollicités pour poursuivre ce travail.

Au G7 enfin, l'Italie a convié l'UNESCO à travailler avec ses membres sur chacun des aspects de notre mandat, là aussi pour soutenir et encourager nos priorités stratégiques.

Alors que les crises se succèdent, mobilisant comme jamais les capacités humanitaires des Nations Unies, c'est aussi l'exercice de notre mandat qui est percuté sur bien des terrains.

En Haïti, l'emprise de la violence continue et maintient ce beau pays dans la terreur.

Nous qui connaissons son histoire, ses forces vives, ses cultures, savons qu'il pourra se relever si la communauté internationale le soutient.

Notre action à Haïti pourra s'appuyer sur la Banque Interaméricaine de Développement qui a confirmé fin septembre la prolongation de sa contribution, à hauteur de 5 millions de dollars.

Elle permettra à notre Bureau international d'éducation d'accompagner le ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle.

Plus largement, l'accord-cadre que nous venons de signer avec la Banque Interaméricaine renforcera notre potentiel de coopération en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Au Proche et Moyen-Orient, sur lequel pèse aujourd'hui une menace d'embrasement général, l'UNESCO se tient prête à amplifier ses efforts.

Pour ce faire, il est plus important que jamais de nous concentrer sur la mise en œuvre de notre mandat et de conserver un espace de dialogue et de coopération à l'UNESCO. Pas seulement par respect de nos traditions, de notre mission et de notre culture, mais parce que ce mandat contient, en lui-même, des ferments précieux de paix.

Et notamment, je suis convaincue que le patrimoine peut être un dénominateur commun, qui permet aux sociétés de se reconnaître dans leur diversité. Au Moyen-Orient, ce sont plus de soixante-dix sites qui sont reconnus et protégés par l'UNESCO et qui sont tous menacés aujourd'hui.

Pour cette raison, nous devons nous retrouver pour appeler tous les acteurs à préserver ce patrimoine universel. Non seulement parce que c'est leur obligation légale, au titre du droit international, mais parce que le patrimoine aura, un jour, un rôle à jouer dans la construction de la paix, comme l'auront montré le Cambodge ou l'Irak.

À Gaza, où les conditions sécuritaires et humanitaires demeurent dramatiques, nous agissons sur tous les volets de notre mandat, dans les limites de nos capacités, et je souhaite en profiter pour remercier notre bureau de Ramallah pour son important travail de planification.

Notre Organisation assure le suivi de l'impact du conflit sur le patrimoine culturel grâce aux images satellites fournies par nos partenaires de l'ONU, en coordination avec nos partenaires internationaux.

L'inscription, en juillet dernier, du monastère de Saint-Hilarion en procédure d'urgence sur la Liste du patrimoine mondial en péril permettra de mieux protéger la valeur de ce lieu exceptionnel.

Nous apportons par ailleurs aux jeunes Gazaouis un soutien mental et psychosocial précieux ainsi que des échanges avec des professionnels dédiés.

S'agissant des écoles, je rappelle l'obligation qui est faite de les protéger, en application de la résolution 2601 du Conseil de sécurité et de la Déclaration de 2015 sur la sécurité dans les écoles.

La situation des journalistes demeure extrêmement préoccupante à Gaza. Le Prix UNESCO/Guillermo Cano, décerné cette année au Chili aux journalistes Palestiniens couvrant la situation à Gaza, a permis d'honorer leur travail, souvent mené au péril de leur vie.

Je tiens à remercier la France, l'Irlande, l'Islande, le Japon, la Serbie et la Türkiye – eux qui ont déjà contribué au Compte Spécial pour Gaza, et j'invite les autres Etats-membres à faire en sorte que notre action monte encore en puissance, notamment lorsque les conditions sécuritaires le permettront.

Je remercie les parties concernées qui nous ont permis une fois encore d'adopter des textes au consensus.

À l'heure où la guerre s'étend au Liban, il est essentiel de nous tenir prêts à intervenir aussi dans tout le champ de notre mandat.

Dans le domaine de la culture, notre Bureau apporte déjà son expertise à la Direction générale des antiquités libanaises. Nous évaluons l'état de conservation des sites du patrimoine mondial et des établissements culturels et nous mettons en place des mesures urgentes d'inventaire et de prévention des dommages des collections muséales.

Nous étudions également les manières de renforcer notre soutien aux journalistes et à leurs familles.

Avec votre soutien, l'UNESCO est prête à se tenir de nouveau aux côtés du Liban, avec lequel nous entretenons une coopération étroite et pour lequel nous avons lancé une initiative spécifique, saluée par tous, « Li Beirut », après l'explosion du port en 2020.

Depuis février 2022, l'UNESCO s'est aussi investie en Ukraine avec le soutien budgétaire de nombreux États membres – notamment du Japon, dont je tiens à saluer la contribution exceptionnelle.

En appui de la campagne nationale de santé mentale et de soutien psychosocial, l'UNESCO a par exemple organisé cet été des écoles d'été qui ont bénéficié à 160 000 enfants et 20 000 parents.

Je remercie la Lituanie qui a accueilli en juin dernier une importante conférence internationale sur le soutien au secteur culturel – un message relayé quelques jours après en Allemagne, à Berlin, lors de la Conférence annuelle sur le relèvement de l'Ukraine.

Nous avons également poursuivi nos actions de soutien aux journalistes, à travers des formations aux protocoles de sécurité ou la mise en place du « Kyiv Media Hub », qui a déjà aidé plus de 300 journalistes depuis sa création.

Je voudrais enfin évoquer une situation qui ne concerne pas un conflit en cours, mais qui résulte d'une politique délibérée.

Je parle de la situation des jeunes filles et des femmes en Afghanistan.

L'accès à l'éducation au-delà de douze ans pour les filles y est interdit par les talibans – ce qui concerne 1,4 million de personnes.

Comme le rappelle la militante Khatera Amine, dans un livre sur sa vie de femme à Kaboul, « Je rêve d'exister, ils veulent me réduire à l'état d'ombre ».

Sur le terrain, nous accompagnons les communautés locales pour dispenser des cours d'alphabétisation, qui touchent déjà 55 000 jeunes et adultes, dont plus des deux tiers sont des femmes.

Nous soutenons également des initiatives comme celle de Radio Begum.

Mais nous ne devons en aucun cas transiger sur les principes.

Lorsque le temps de l'humanitaire laisse la place à celui de la construction de l'avenir, l'UNESCO démontre sa capacité à agir.

En Irak, depuis 2018, nous nous sommes donnés pour mission avec les autorités nationales de « Faire revivre l'esprit de Mossoul ».

Mobilisant à ce jour près de 115 millions de dollars américains, ce projet de reconstruction, le plus ambitieux jamais mené directement par l'UNESCO, touche à son terme.

Le chantier de la mosquée Al-Nouri et de son fameux minaret penché, Al-Hadba, sera achevé à la fin de l'année.

Grâce au soutien des Émirats arabes unis, de l'Union européenne et de tous nos partenaires, nous pouvons collectivement être fiers du chemin parcouru : désormais la vieille ville de Mossoul reprend vie, comme l'a montré le film documentaire diffusé par France Télévisions et projeté à l'UNESCO le 12 septembre dernier.

Ces situations critiques se mêlent à d'autres désastres, liés au dérèglement climatique.

Comme nous l'apprend l'historien britannique Peter Frankopan dans *Les Métamorphoses de la Terre*, il y a en effet des liens plus profonds que nous ne l'avions soupçonné entre les changements de notre écosystème et les crises sociales, économiques, politiques.

Dès lors, si, je le cite, « articuler histoire humaine et histoire naturelle est une nécessité pour comprendre le monde », c'est seulement en agissant sur les causes environnementales que nous en maîtriserons les effets pour les populations.

Car la fragilisation, voire l'effondrement local de la biosphère engendré par le dérèglement climatique, nous met dès à présent en danger.

Une illustration parmi d'autres concerne l'Afrique. La désertification, les incendies, les inondations et les sécheresses extrêmes conduisent à la disparition de nombreuses espèces végétales et animales indispensables à la vie des populations. À l'image du baobab, elles garantissent un équilibre des sols, une régulation de la température et des réserves d'eau qui sont parties intégrantes des besoins de l'agriculture ou de l'élevage.

Des exemples de ce type, je pourrais en donner en Asie, en Amérique du Nord, en Amérique du Sud, en Europe ou en Océanie.

Nous vivons dans un monde dont l'équilibre est si dégradé que la condition de la vie humaine peut s'en trouver menacée.

Consciente de ces enjeux, l'UNESCO a renforcé son action pour la biodiversité.

Prenons le sujet des sols, sur lequel nous nous sommes réunis en juillet dernier à Agadir, au Maroc.

Nous y avons posé la première pierre d'un engagement fort de l'UNESCO, qui développe un indicateur global d'évaluation et de comparaison de la qualité des sols aux fins d'une meilleure protection et d'une meilleure gestion.

Sur place, le Conseil international de coordination du Programme sur l'Homme et la biosphère, a permis de désigner 11 nouvelles réserves – portant le réseau mondial à 759 sites.

Nous avons également, à cette occasion, posé les bases de la stratégie de ce programme pour les dix prochaines années, qui sera adoptée lors du congrès d'Hangzhou, en Chine, en 2025.

Nous concentrons nos efforts sur l'Afrique, notre priorité globale, tout en intégrant les Petits États insulaires en développement, qui se trouvent en première ligne face aux défis de la disruption climatique.

Dans le cadre de cette initiative, nous renforçons notre soutien aux experts chargés des nouvelles biosphères de l'UNESCO. À ce jour, nous accompagnons l'Angola, la Guinée équatoriale, l'Islande ainsi qu'Oman et le Tadjikistan dans le développement de leurs toutes premières réserves de biosphère.

À l'occasion de la COP 16 à Cali à la fin du mois, nous présenterons également un programme ambitieux qui entend montrer combien les savoirs des communautés traditionnelles peuvent contribuer à la préservation de l'environnement et de la biodiversité.

Nous nous appuyerons par exemple sur les techniques éprouvées en Australie, au Brésil, au Guyana, au Surinam ou au Venezuela pour prévenir les grands incendies destructeurs, pratiquer l'agroforesterie ou encore mieux gérer l'eau.

Le dérèglement climatique menace notre présent, notre avenir mais aussi notre patrimoine culturel.

C'est pourquoi l'UNESCO collabore avec le GIEC pour intégrer le patrimoine dans les évaluations climatiques.

Les vulnérabilités sont grandes.

Pas moins de 42 des 49 sites méditerranéens côtiers inscrits au Patrimoine mondial sont menacés par l'érosion et la montée des eaux, à l'image de Venise en Italie, de la citadelle de Qaitbay en Égypte, ou de la mosquée traditionnelle de Zinder au Niger sinistrée il y a quelques jours.

Des chefs-d'œuvre comme les grottes de Lascaux en France ou les statues des Moaï sur l'île de Pâques se dégradent.

Des cultures séculaires et des paysages culturels tels que les rizières en terrasses des cordillères des Philippines sont en passe de changer drastiquement.

Face à ce constat préoccupant, nous ne pouvons pas agir en ordre dispersé. Nous avons besoin, ici comme ailleurs, d'unité.

C'est le sens de la création, lors de la COP 28 en 2023, du Groupe des amis pour une action climatique s'appuyant sur la culture.

Coprésidée par le Brésil et les Émirats arabes unis, cette coalition d'États membres et de partenaires a vocation à protéger les patrimoines des conséquences dramatiques du dérèglement climatique.

Charge à nous désormais de la soutenir pour lui permettre d'être la plus efficace et influente possible.

Excelencias, Señoras y Señores,

El cambio climático también está desestabilizando los océanos, en particular a través del aumento de las temperaturas, la subida del nivel del mar y la acidificación.

Consciente de la gravedad de la situación, desde el inicio en 2021 del Decenio de las Ciencias Oceánicas para el Desarrollo Sostenible, la UNESCO se ha enfocado en comprender mejor los océanos

Nos reunimos en Barcelona el pasado mes de abril con cerca de 2 600 participantes procedentes de 124 países para hacer el balance y aprobar dos ambiciosos proyectos.

El primero de ellos es la Declaración de Barcelona, que enuncia objetivos precisos en materia de gestión sostenible del mar y sus recursos, en particular mediante la participación de las comunidades locales.

Será un complemento útil de la Visión 2030, que se presentó la semana pasada en el foro de la Asociación de Organismos Oceanográficos celebrado en Ottawa.

La Visión 2030, que es el fruto de la colaboración de 150 expertos, reúne los últimos avances científicos para fundamentar nuestras decisiones. Era algo que necesitábamos y que pronto podremos utilizar de forma inteligente.

A continuación, pusimos en marcha la plataforma "Ciudades con el Océano", que ayudará a 13 ciudades y sus puertos a resolver problemas que les afectan, como la erosión costera. Era una petición reiterada de quienes trabajan sobre el terreno y estamos respondiendo a ella.

Ahora nos damos cita en Junio 2025 en la Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Océano, que se celebrará en Niza, Francia, para pasar revista a los progresos realizados.

Antes de pasar a otro tema, me gustaría centrarme en dos asuntos concretos en relación con los océanos: los pequeños Estados insulares en desarrollo y el riesgo de tsunami.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Depuis les îles Tonga, en août dernier, le Secrétaire général des Nations Unies António Guterres a de nouveau alerté le monde sur les effets néfastes et rapides de la montée de l'océan.

Dans ce même sens, notre Organisation a adopté la Stratégie opérationnelle pour les Petits États insulaires en développement lors de sa 42e Conférence générale. Les crédits alloués par les secteurs de programme à ce groupe prioritaire ont également été portés à 6% du budget actuel.

Cet effort a des implications concrètes. Il se concrétise dans des dispositifs comme le Centre d'excellence de Mindelo, au Cabo Verde, consacré à la recherche océanographique, ou le projet « Island Watch », lancé lors de la quatrième conférence sur les Petits États insulaires en développement à Antigua-et-Barbuda en mai dernier.

Prolongeant l'initiative « Sandwatch », « Island Watch » permettra aux communautés locales de mieux anticiper les perturbations environnementales et climatiques aux Seychelles et à Maurice, avant d'être étendu à sept autres Petits États insulaires en développement.

Le dérèglement climatique démultiplie les épisodes météorologiques extrêmes – comme l'ont montré ces jours-ci aux États-Unis l'ouragan Milton ou la tempête Kirk, qui a déferlé sur la France et dont notre Siège porte les traces.

Je pense également aux inondations sans précédent qui ont frappé en septembre dernier l'Autriche, la Tchéquie ou le Viêt Nam, avec son dramatique cortège de victimes et de personnes déplacées.

En 2004, un tsunami d'une rare violence avait balayé les côtes de l'océan Indien – de la Thaïlande au Sri Lanka en passant par le Myanmar, l'Inde, l'Indonésie et même l'Afrique orientale – fauchant plus de 230 000 vies.

D'octobre à décembre 2024, l'UNESCO organise une exposition pour rendre hommage aux victimes et à la résilience des survivants.

Pour prévenir de nouvelles tragédies, le programme « Tsunami Ready » a déjà permis d'aider 30 pays à anticiper les risques.

Cette prévention sera au cœur du 2e Symposium mondial sur les tsunamis, qui se tiendra en Indonésie, à Banda Aceh.

Cela ne doit pas nous faire oublier que le dérèglement climatique affecte tout autant le devenir de nos réserves d'eau douce.

La question des glaciers mérite en particulier notre attention.

Couvrant 10% de la surface de la Terre, ils sont de véritables baromètres du dérèglement climatique.

Car si la concentration de CO₂ dans l'atmosphère ne se voit pas à l'œil nu, la fonte des glaces nous montre de façon tangible le drame qui nous attend si nous n'agissons pas.

Et cette fonte redessine jusqu'à nos frontières : il y a quelques semaines, l'Italie et la Suisse ont ainsi dû ajuster leur frontière commune dans les Alpes, car la hausse des températures a modifié la ligne de crête et donc le tracé antérieur.

L'UNESCO le sait et s'engage sur ce sujet important, comme je l'ai rappelé à Douchanbé, au Tadjikistan, en juin dernier.

Au travers de ses 67 réserves de biosphère, 50 sites du Patrimoine mondial et 7 géoparcs, nous travaillons au quotidien pour protéger de nombreux glaciers.

Cette année, l'UNESCO a également développé quatre systèmes d'alerte précoce en Asie centrale. Pour assurer leur efficacité, 150 000 km² de bassins versants glaciaires ont été cartographiés et les risques de débordement ont été modélisés pour 12 lacs glaciaires jugés les plus dangereux de la région et de la planète.

Avec des moyens accrus et une méthode éprouvée dans un environnement dégradé, l'UNESCO poursuit inlassablement ses efforts pour la paix.

La paix se construit en tissant des liens humains, en cultivant une mémoire et une culture communes, en renforçant l'esprit critique. Elle demande de l'échange, de la discussion et des normes partagées.

C'est ce qui nous conduit à traduire opérationnellement la Recommandation de l'UNESCO pour l'éducation pour la paix de 2023, adoptée à l'unanimité, ici même, par nos États membres.

En agissant sur les manuels scolaires, les programmes éducatifs et les pratiques pédagogiques, cette initiative présentée lors de ce Conseil ne se contente pas de traiter les symptômes des conflits mais s'attaque à leurs racines mêmes, conformément à notre mandat.

Se mobiliser en faveur de l'éducation pour la paix, c'est aussi s'attaquer à la résurgence des discours de haine dont les auteurs n'avancent même plus masqués, eux qui falsifient la mémoire des violences passées.

À travers le Programme international d'éducation sur l'Holocauste et les génocides, nous contribuons à diffuser l'histoire des passés violents dans 24 pays – du Rwanda au Cambodge en passant par la Colombie.

L'annonce d'une contribution de 2,2 millions de dollars au mois d'août dernier à l'UNESCO par le Second Gentleman des États-Unis nous permettra de déployer bientôt nos efforts dans 10 pays supplémentaires.

La haine ne puise pas qu'aux sources d'un passé déformé.

Elle s'ancre aussi dans le présent, alimentée par la résurgence des conflits et la montée des populismes.

Ce sont alors les éducateurs et les enseignants qui sont aux avant-postes pour apporter une réponse.

Notre Organisation a contribué avec ses partenaires à former des centaines d'entre eux avec un programme dédié aux États-Unis et un autre dans douze pays en Europe. Ce dernier sera d'ailleurs étendu à tous les États de l'Union européenne à partir de l'année prochaine.

En plus du combat pour la mémoire et de la lutte contre les discriminations, nous savons qu'il n'y a pas de paix durable sans recul critique ni capacité à hiérarchiser les informations, ainsi qu'à rejeter les fausses parmi elles, en nombre croissant.

Je le dis à un moment décisif, celui du développement de l'ère numérique, qui rebat totalement les cartes.

Voilà pourquoi, pour ce biennium, nous avons augmenté de 70% notre budget consacré à l'éducation aux médias et à l'information.

Grâce à cela, nous agissons sur le terrain, par exemple en partenariat avec l'Union africaine pour inscrire dans les programmes scolaires des outils de décryptage des contenus numériques.

La Conférence de la Semaine Mondiale de l'Éducation aux Médias et à l'Information au Royaume Hachémite de Jordanie, qui se tient dans quelques jours, sera l'occasion de lancer une série de cours en ligne destinés aux créateurs de contenus, les « influenceurs », pour qu'ils deviennent eux aussi les relais des bonnes pratiques numériques.

Parallèlement à cet investissement dans des projets concrets, l'UNESCO joue son rôle de vigie, en publiant deux rapports importants sur les relations entre éducation et technologie.

Le premier, intitulé « Les technologies dans l'éducation : Qui est aux commandes ? », rappelle le besoin de faire primer l'enseignement en présentiel sur les formats distanciels, en donnant des chiffres précis et en documentant scientifiquement les problèmes posés par l'usage immodéré des écrans.

Très largement partagé, ce rapport étaye une conception de l'éducation qui prend actuellement de l'ampleur, comme le montre l'augmentation du nombre de pays interdisant les smartphones en classe, à l'image de la République de Corée.

Le deuxième, intitulé « La technologie à ses conditions : égalité des genres et inclusion », publié en avril dernier, met quant à lui en exergue la façon dont les réseaux sociaux répercutent et amplifient les inégalités de genre – un problème que l'UNESCO a signalé très tôt.

Aux côtés de l'éducation, l'UNESCO investit encore et toujours dans la culture pour bâtir une paix durable.

Elle est à la fois essentielle comme levier de développement et comme espace légitime d'expression et de compréhension mutuelle. Parlant directement à toutes les communautés, la culture est l'un des rares domaines de langage commun encore légitime sur la scène internationale et sur lequel nous pouvons bâtir de vraies coopérations.

Il faut donc poursuivre sur notre lancée, en faisant en sorte que la culture soit reconnue comme un objectif à part entière dans l'agenda post-2030.

Les consultations des prochains mois en vue de la Conférence mondiale sur la culture et le développement durable MONDIACULT, qui se tiendra en septembre 2025 à Barcelone, en Espagne, seront décisives pour fixer les grands jalons de cette ambition.

Nous y aborderons des sujets cruciaux comme les droits culturels, l'impact de l'intelligence artificielle sur la culture, les difficultés auxquelles sont confrontées les femmes professionnelles de la culture – en particulier en contexte de crise – et, surtout, la contribution unique et essentielle de la culture à la paix.

Nous pouvons nous réjouir également des ratifications récentes de la Convention de 2005 sur la diversité des expressions culturelles par l'Arabie Saoudite, les Philippines, Sao Tomé-et-Principe ou le Yémen, qui ouvrent de nouvelles opportunités de coopération.

En ces temps troublés, le patrimoine mondial doit être un repère collectif et une inspiration.

Depuis sa ratification le 22 juillet dernier par l'île de Nauru en Océanie, la Convention du patrimoine mondial rassemble désormais 196 États membres autour d'une ambition universelle partagée.

Lors de la dernière session du Comité du patrimoine mondial à New Delhi, pour laquelle je remercie chaleureusement l'Inde, 5 nouveaux sites africains – en Afrique du Sud, au Burkina Faso, en Éthiopie et au Kenya – ont été ajoutés à la Liste. Il y a désormais 108 sites protégés sur ce continent.

Ces inscriptions en appellent d'autres et je salue l'engagement du Premier ministre Narendra Modi, qui a annoncé à cette occasion un soutien dédié pour les activités de la Convention du patrimoine mondial – notamment en Afrique et dans les Petits États insulaires en développement en Asie.

Nous poursuivrons également une importante réflexion sur le patrimoine mondial lors d'une grande conférence en mai 2025 à Nairobi, au Kenya, qui mettra en avant la contribution de l'Afrique à notre compréhension de la notion de valeur universelle exceptionnelle.

Dans cet effort critique et réflexif, les institutions muséales, qui sont aujourd'hui amenées à repenser leurs missions, jouent un rôle essentiel. Ce sont nos partenaires privilégiés. C'est tout l'objet du dernier numéro du Courrier de l'UNESCO sur les musées, publié avec le soutien de la République populaire de Chine, que je remercie.

Excellencies, ladies and gentlemen,

As we celebrate the inscription of new African sites on the World Heritage List, let us remember that the collective memory of the continent—and of the world—is also strengthened by the recognition of a painful past: slavery.

This past has created wounds in our societies—wounds that are still open.

Only science can close them. Only memory can heal.

Three weeks ago, during the United Nations General Assembly, UNESCO organized an event to remember enslavement and the transatlantic slave trade in front of the Ark of Return, designed by the American architect of Haitian descent, Rodney Leon.

Attended by Heads of State and Government and Ministers, this event was part of celebrations for the 30th anniversary of UNESCO's programme on the Routes of Enslaved Peoples.

Launched by Benin and Haiti, this programme has worked to tear down the wall of silence surrounding the millions of men, women and children who were captured, deported and exploited to serve the interests of colonial empires.

As a result, we are improving our understanding of this painful past, sharing it, and—in this way—paving the way for a better future.

With these goals in mind, we have also recently announced new initiatives, presented here last week.

The creation of an alliance of UNESCO university Chairs, dedicated to the study of enslavement and its contemporary impacts.

But also of a new network of Places of History and Memory linked to Enslavement and the Slave Trade, thanks to the designation of around 20 sites—from Yanga in Mexico, named after the Maroon leader of the same name, to the Slave History Museum in Calabar in Nigeria, located in a 15th-century slave-trading warehouse.

Finally, with Brazil, Canada, Colombia, Congo, France, Jamaica and the Kingdom of the Netherlands, we are launching a twinning programme to link these places of memory with museums dedicated to the history of enslavement.

In healing the wounds of the past to shape the future, we must ensure that human rights and fundamental freedoms are guaranteed for all.

This concerns in particular the right to speak, to question, to inform.

That is why UNESCO is so committed to protecting freedom of expression.

And protecting freedom of expression means, among other things, protecting journalists.

This week, we published our flagship biennial report on the Safety of Journalists and the Danger of Impunity. It shows that journalists remain at risk everywhere they work.

To sustain safe environments, we are continuing our work to train judges and prosecutors, who play a fundamental role in safeguarding freedom of expression, with over 36,000 trained since 2013.

We have just signed a new agreement with the Caribbean Court of Justice, which will pave the way for new capacity-building activities in that region.

Protecting freedom of expression also means developing global principles for moderation, accountability, transparency and content distribution that can be applied in the digital world.

In this spirit, in November 2023, UNESCO published its first Guidelines for the Governance of Digital Platforms. A new milestone was reached in June 2024, in Dubrovnik in Croatia, with the launch of the Global Forum of regulators.

We want it to become a genuine space for collaboration and discussion, and further support countries in their effective implementation at national level.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Nous le voyons, la paix se joue dans l'espace numérique.

Or, une autre révolution s'opère dans cette révolution, avec le développement fulgurant de l'intelligence artificielle et des neurotechnologies.

Qui nierait que ces innovations ouvrent aujourd'hui des perspectives infinies, transforment nos vies, facilitent les échanges, libèrent parfois la parole et permettent à chacun d'accéder à des outils autrefois réservés à une minorité ?

Il est impératif d'en prendre la mesure pour en tirer les bénéfices tout en maîtrisant les risques.

Car l'UNESCO constate combien ces technologies sont utiles pour lui permettre d'exercer son mandat dans les meilleures conditions.

Elles simplifient l'enseignement à distance, servent à surveiller la fonte des glaciers et contribuent à documenter les trésors inscrits au Patrimoine mondial, comme le montre la découverte récente de plus de 300 nouveaux géoglyphes au Pérou grâce à l'intelligence artificielle.

Elles soutiennent aussi la recherche, à l'image de l'attribution du prix Nobel 2024 de Chimie à trois scientifiques ayant franchi des étapes décisives dans la connaissance des protéines grâce à l'intelligence artificielle.

Si nous voulons dès lors que ces innovations soient synonymes de progrès véritables, il nous faut un cadre éthique adapté et mis en application.

L'UNESCO accompagne actuellement 58 pays, dont 22 en Afrique et 10 Petits États insulaires en développement, dans l'évaluation de leur capacité à intégrer les principes de la Recommandation sur l'éthique de l'intelligence artificielle dans leurs stratégies nationales.

Seul texte de portée universelle sur le sujet, cette Recommandation scelle notre engagement collectif à placer cette innovation au service du bien commun.

Toutefois, cet avenir commun ne peut s'écrire que si toutes les régions du monde ont voix au chapitre.

C'est pourquoi l'UNESCO a travaillé étroitement avec l'Union africaine pour la soutenir dans le développement d'une première stratégie continentale, approuvée en juin dernier.

Déployée sur cinq ans à partir de 2025, elle visera à promouvoir les avantages de l'intelligence artificielle pour les populations locales, à stimuler les investissements ou encore à favoriser la coopération.

Au-delà, il est encourageant de voir qu'au début du mois, les participants au deuxième Sommet ministériel sur l'éthique de l'intelligence artificielle en Amérique latine et dans les Caraïbes, tenu à Montevideo en Uruguay, ont appelé à ce que ces importantes réunions régionales se tiennent chaque année à l'avenir.

Comme nous l'avons fait pour l'intelligence artificielle, il nous faut formuler des principes éthiques pour accompagner l'essor d'une discipline qui touche à la pensée humaine et questionne notre rapport à la responsabilité ainsi qu'à la liberté : celle des neurotechnologies.

Je vous invite à tous participer à l'enrichissement du premier projet en la matière, transmis en septembre dernier.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

J'ai commencé ce discours en évoquant la figure exceptionnelle d'Amadou-Mahtar M'Bow.

Je voudrais le conclure sous le patronage d'une autre figure illustre : celle de l'écrivain albanais Ismail Kadaré.

Sa vie, entre l'Albanie et la France, où il avait trouvé asile en 1990, ainsi que son œuvre, sont une source d'inspiration.

Dans le contexte international difficile qui est le nôtre, sa réflexion sur la violence politique nous est à tous nécessaire, tout autant que ses pages sublimes sur son pays.

Sa ville de naissance, Gjirokastër, classée au patrimoine de l'UNESCO, en est le meilleur exemple. Fruit d'un dialogue pluriséculaire entre Orient et Occident, elle incarne l'esprit de respect et de partage dont nous aurons besoin à l'avenir.

C'est un encouragement à ne pas perdre espoir dans notre capacité à vivre ensemble, en nous appuyant sur le mandat de l'UNESCO.

En nous appuyant aussi sur notre mémoire commune, depuis l'Institut international de coopération intellectuelle jusqu'à aujourd'hui, mémoire brillamment ravivée par l'initiative de la Présidente de la Conférence générale en septembre, une initiative à la fois scientifique, financière et programmatique.

Voilà les mots d'ordre que nous continuerons à porter avec nos équipes mais aussi avec nos nouveaux Ambassadeurs de bonne volonté, du footballeur brésilien Vinicius Junior au groupe de K-Pop coréen Seventeen ou au coureur kényan Eliud Kipchoge.

Forte de sa diversité mais aussi de son unité, si essentielle tant les défis du monde sont immenses, l'UNESCO est prête à défendre partout ses valeurs et à exercer son mandat avec enthousiasme, fierté et confiance.

Je vous remercie.